

CONGO

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

200 FCFA

www.adiac-congo.com

N° 4783 - VENDREDI 28 JUIN 2024

DIPLOMATIE

La Russie et
le Congo consolident
leur coopération

Le président de la République, Denis Sassou N'Guesso, qui effectue une visite d'Etat en Russie, a été reçu hier au Palais du Kremlin à Moscou par son homologue de la Fédération de Russie, Vladimir Poutine. Les deux dirigeants ont affiché leur volonté de consolider les relations entre les deux pays.

Cette visite du chef de l'Etat congolais intervient au moment où la République du Congo et la Russie célèbrent le soixantième anniversaire de l'établissement de leurs relations diplomatiques.

« Monsieur le président, nous sommes venus pour commémorer ces 60 ans de relations, étudier avec vous la possibilité de prendre un autre départ pour les 60 prochaines années, un départ solide dans la coopération qui existe entre nos deux pays. Nous souhaitons discuter avec vous et les autres dirigeants de la meilleure manière de faire avancer la coopération entre nos deux pays dans tous les domaines », a déclaré le président Denis Sassou N'Guesso.

Page 16



Les présidents Vladimir Poutine et Denis Sassou N'Guesso au Kremlin/DR

BUSINESS

Le commerce des véhicules
d'occasion bat son plein

Des véhicules d'occasion exposés sur une artère de Brazzaville/Adiac

A Brazzaville tout comme à Pointe-Noire, les espaces de vente des véhicules d'occasion en provenance d'Europe ne désemplissent pas, en dépit de la situation économique et financière jugée morose depuis quelque temps par certains observateurs de la vie au quotidien.

Cette activité qui se généralise, en dépit du décret réglementant l'importation fixant, depuis 2011, à 7 ans l'âge des véhicules d'occasion destinés au transport de personnes et à 10 ans pour ceux destinés au transport de marchandises, contribue à l'agrandissement du parc automobile des villes. De même, elle augmente l'empreinte carbone en raison de leur durée de vie.

Page 3

EDITORIAL

Complexe

Page 3

HYDROCARBURES

Lukoil va investir dans de
nouveaux projets pétroliers

Le vice-président de la compagnie pétrolière russe Lukoil, Ivan V. Romanovsky, a annoncé le 26 juin l'ambition de sa société d'investir dans de nouveaux projets pétroliers et énergétiques en Ré-

publique du Congo.

A l'occasion d'un échange le 26 juin à Moscou avec le président de la République, Denis Sassou N'Guesso, le vice-président de Lukoil a précisé que sa compagnie s'engage dans la

liquéfaction du gaz naturel et dans d'autres projets pour la mise en valeur de ressources gazières, notamment sur le permis marine 12 où elle travaille déjà avec la société italienne Eni Congo.

CENTRAFRIQUE

Le Congo renouvelle ses effectifs au sein de la Minusca



La cérémonie de prise de commandement/Adiac

Les ministres de l'Intérieur, Raymond Zéphirin Mboulou, et de la Défense nationale, Charles Richard Mondjo, ont co-présidé hier la cérémonie de prise de commandement couplée au transfert d'autorité de l'Unité de police, dans le

cadre du renouvellement des effectifs du Congo au sein de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation de la Centrafrique (Minusca). Composée de 180 gendarmes et policiers dont 32 femmes,

cette unité, la 10e du genre, quittera Brazzaville le 2 juillet pour une durée de douze mois pendant lesquels elle mènera, entre autres, des opérations de maintien de la paix sur le théâtre des opérations extérieures.

Page 7

ÉDITORIAL

Complexe

Bien qu'ayant connu, selon un état des lieux des institutions internationales, des épisodes d'exploitation dans les années antérieures (1970-1980), les mines ne participent encore que très faiblement à l'économie nationale. D'où la volonté exprimée par le gouvernement de se donner aujourd'hui les meilleures chances de valoriser son important potentiel à travers plusieurs accords signés avec des partenaires internationaux, à l'instar de la Chine pour le projet de la potasse.

Dépourvu d'une grande tradition minière et son secteur privé national étant inexistant en dehors de quelques opérateurs miniers artisanaux, le Congo est appelé à davantage d'efforts et d'engagements. Pour favoriser une gestion rationnelle de ses ressources et assurer l'émergence de ce secteur que le développement de l'exploitation pétrolière a largement relégué au second plan, le choix des partenaires et leur capacité à mener à terme les projets identifiés est une autre paire de manches.

Les mines constituant un domaine très complexe, il n'est pas donné à n'importe quel opérateur, tant national qu'étranger, de s'y engager, et l'option retenue d'une diversification de l'économie grâce à l'exploitation du sous-sol congolais se heurte fortement à la disponibilité énergétique, véritable frein à l'industrialisation.

Autant dire qu'au-delà de la complexité du secteur, gagner cette bataille suppose une fourniture constante et régulière de l'électricité qui permettra le fonctionnement des industries dans les zones où elles sont implantées. La zone de Maloukou est un cas d'école.

Les Dépêches de Brazzaville

PARLEMENT

Les préoccupations des jeunes présentées à l'Assemblée nationale

La délégation du Conseil consultatif de la jeunesse (CCJ), conduite par son secrétaire exécutif, Prince Michrist Kaba-Mboko, est allée le 27 juin faire part au président de la chambre basse du Parlement, Isidore Mvouba, des préoccupations des jeunes qui se résument, entre autres, en termes de chômage, d'adéquation formation-emploi, de non-paiement des bourses aux étudiants.



Isidore Mvouba posant avec la délégation du CCJDR

Après avoir sillonné onze des douze départements du pays, le CCJ a pu sélectionner un certain nombre de préoccupations des jeunes, surtout ceux de l'intérieur qui se plaignent de ce qu'ils n'auraient pas suffisamment d'opportunités à l'instar de leurs collègues se trouvant dans les grands centres. « Nous avons pensé que le moment était venu pour faire le point à mi-parcours au président de l'Assemblée nationale en plaidant la cause de certains jeunes qui veulent que tout ce qui est fait dans les grands centres comme Brazzaville, Pointe-Noire, Dolisie et à Ouesso par exemple, touche aussi ceux des nôtres qui sont dans les différentes localités à l'intérieur », a expliqué Prince Michrist Kaba-Mboko à l'issue de l'audience.

S'agissant de 2024, dédiée à la jeunesse, la délégation du CCJ s'est dit rassurée d'autant que son plaidoyer consistant à solliciter du président

de la République la rallonge de cette année commence à se faire entendre du fait qu'en une année, l'on ne peut pas tout faire. « Nous sommes rassurés que, une, deux ou trois années supplémentaires vont nous être accordées dans l'espoir de résorber l'épineuse problématique du chômage des jeunes, de l'adéquation formation-emploi », s'est réjoui le secrétaire exécutif du CCJ.

Le président de l'Assemblée nationale et la délégation du CCJ ont également évoqué les questions des bourses des étudiants et des quotas de recrutement des finalistes des écoles de formation à la Fonction publique. « Ces sujets ont occupé l'essentiel de nos préoccupations parce que, comme vous le savez, depuis quelque temps, les étudiants commencent à s'impatienter, mais nous pouvons leur dire que le président de l'Assemblée nationale était rassurant encore une fois,

puisque des travaux en commissions sont engagés. Concernant les jeunes finalistes de nos écoles spécialisées, ils sont nombreux aujourd'hui qui ont terminé et qui normalement devraient déjà rejoindre les rangs de la Fonction publique », a déploré Prince Michrist Kaba-Mboko.

Interrogé sur ce que le CCJ attend du Parlement, il a rappelé que l'Assemblée nationale a un rôle que la Constitution lui confère, celui du contrôle de l'action gouvernementale. « Nous savons compter sur le président de l'Assemblée nationale qui, comme il sait le faire, a toujours été aux côtés des jeunes pour faire passer un certain nombre de messages, pour veiller à nos côtés pour que toutes les mesures qui sont prises le soient effectivement pour le bien-être et pour le bonheur de nombreux jeunes du Congo », a-t-il conclu.

Parfait Wilfried Douniama

Les Dépêches de Brazzaville, Le Courrier de Kinshasa, Les Dépêches du Bassin du Congo sont des publications de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Conseillère de direction : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Direction des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédaction en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Roger Ngombé, Christian Brice Elion
Grand reporter : Nestor N'Gampoula
Service Société : Rominique Nerplat Makaya (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Losselé
Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (cheffe de service), Rock Ngassakys
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :
Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou Durlly Emilia Gankama (cheffe de service)

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Chef d'agence : Victor Dosseh
Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat - Immeuble Les Palmiers. Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Direction de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Rédaction : Laurent Essolomwa, Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi, Nioni Masela, Martin Enyimo
Comptabilité, administration, ventes : Lukombo, Blandine Kapinga, Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa Gombé/Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

SECRETARIAT DE REDACTION

Secrétariat général de rédaction : Gerry Gérard Mangondo
Chef de service : Clotilde Ibara
Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembedi, François Ansi

PAO - MAQUETTE

Chef de service PAO : Eudes Banzouzi
Chef de service : Cyriaque Brice Zoba
Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Toussaint Edgard Ibara, Jeff Tamaff

INTERNATIONAL

Direction : Bénédicte de Capèle

Adjoint à la direction : Christian Balende

Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma,
Bureau de Bruxelles : Dani Ndungidi, Adrienne Londole

ADMINISTRATION - FINANCES

Direction : Kiobi Abira
Assistent à la direction : Bermely Ngayouli, Emeline Loubayi
Chef de service RHC : Vesna Mangondza, Martial Mombongo, Armelle Mounzeo
Chef de service Audit : Arcade Bikondi, ,
Chef de service Comptabilité : Wilfrid Meyal
Itoua Ossinga, Mbossa Viny

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordination, Relations publiques : Mildred Moukenga
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna
Hortensia Olabouré, Marina Zodialho, Sylvie Adhas, Mibelle Okollo
Chef de service diffusion : Guylin Ngossima
Brice Tsébé, Irin Maouakani, Christian Nzoulani, Bob Sorel Moumbelé Ngono

COMMUNICATION ET EVENEMENTIEL

Direction : Guillaume Pigasse
Secrétariat : Presly Raëlle Mouanga Kibhat

LOGISTIQUE ET SECURITE

Direction : Gérard Ebami Sala
Adjoint à la direction : Elvy Bombete
Coordonnateur :

Rachyd Badila (Chef), Jules César Olebi, Siméon Ntsayouolo, Jean Bruno Ndokagna

INFORMATIQUE ET NOUVEAUX MEDIAS

Direction : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé

LIBRAIRIE LES MANGUIERS

Responsable : Émilie Moundako Éyala
Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville

MUSEE GALERIE DU BASSIN DU CONGO

Responsable : Maurin Jonathan Mobassi
Astrid Balimba, Magloire Nzonzi, Brice Bakouma

CENTRE DE REFLEXION SUR L'INTEGRATION REGIONALE

Direction : Emmanuel Mbengué

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo . Tél. : (+242) 06 895 06 64
Email : regie@lesdepe chesdebrazzaville.fr

Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

*Journal imprimé dans les presses de l'Imprimerie Nouvelle du Congo, 4 rue des Galois, ZI Mpila, Brazzaville, République du Congo. Tél. +242 05 200 6565,
eMail : contact@inc-sa.com,
site Internet www.inc-sa.com

AUTOMOBILE

Le commerce des véhicules d'occasion en vogue

Le marché des véhicules de seconde main s'est développé ces temps-ci dans la capitale congolaise, avec la création des parkings sur les principales artères et des sites de vente en ligne. Mais l'ouverture de ce marché n'est pas vu d'un bon œil par les professionnels du secteur et par certains défenseurs des consommateurs.

Dans son garage Prestige Cars à Poto-Poto, dans le troisième arrondissement de Brazzaville, Abdelaziz Waziri vient d'entretenir son personnel sur les activités du jour. À l'extérieur du garage, les laveurs nettoient les voitures garées, tandis que les

négociants reçoivent les premiers clients qui se présentent. Spécialisé dans la location et la vente des véhicules depuis plus de dix ans, Abdelaziz Waziri connaît bien le circuit du marché des véhicules, de la commande à l'étranger à la

vente au niveau local. « *Je commande les véhicules à Dubaï, mais aussi en Europe et aux États-Unis* », a-t-il expliqué.

Le garage de Abdelaziz Waziri n'est pas le seul dans la capitale à vendre des voitures de différentes marques. Un peu plus

loin sur l'avenue Cité des 17, dans le quatrième arrondissement Moungali, des véhicules d'occasion sont exposés à la vente. C'est le même décor sur le boulevard Maréchal-Lyautey au quartier OCH. Les voitures pour la plupart de marque Toyota sont vendues à vil prix, en fonction de la durée de vie et des kilomètres parcourus. « *On a des voitures de 15 ans, 12 ans, 10 ans, 9 ans parce que les clients n'ont pas l'argent pour s'offrir les voitures récentes* », a fait savoir Guy-Brice Note, un vendeur. « *Je commande les véhicules que je peux écouler facilement* », a réagi un autre commerçant.

L'évolution du marché des véhicules d'occasion a favorisé l'éclosion des activités telles que le lavage et le gardiennage, la mécanique auto et la vente des pièces détachées. Les entreprises de location et de vente des véhicules, qui avaient autrefois le monopole du marché, sont obligées de s'accommoder à la concurrence. Fin 2023, le chiffre d'affaires du commerce des véhicules a atteint 16 milliards FCFA, soit une augmen-

tation de 12,7% par rapport à l'année précédente. D'après le rapport de la Direction générale de l'économie, ces chiffres s'expliquent par l'augmentation de la demande.

Pour le secrétaire exécutif de l'Observatoire congolais des droits des consommateurs, Mermans Babounga, la vente des véhicules d'occasion se développe en l'absence d'une réelle réglementation. Tous ces véhicules, a-t-il estimé, contribuent à l'agrandissement du parc automobile des mairies et augmentent en même temps l'empreinte carbone de la ville. Cet acteur de la société civile propose l'instauration d'une « éco-taxe » pour financer le développement de la résilience de la ville. Depuis 2011, le gouvernement congolais a limité à 7 ans l'âge des véhicules d'occasion destinés au transport de personnes et à 10 ans ceux destinés au transport de marchandises. Cependant, l'application de ce décret réglementant l'importation des voitures de seconde main n'est pas suivie d'effet.

Fiacre Kombo



Des véhicules d'occasion exposés sur une artère de Brazzaville/Adiac

PME "Techni-Plus Solidarité" sensibilise les entrepreneurs à la formalisation

Dans le cadre de la célébration de la Journée internationale des micro, petites et moyennes entreprises, le 27 juin, l'association "Techni-Plus Solidarité" a organisé une conférence sur le thème « La formalisation des activités et son impact dans le développement de l'entreprise ».

La conférence organisée par l'association "Techni-Plus Solidarité", le 27 juin, à Brazzaville en faveur des porteurs de projets, des entrepreneurs en herbe, des artisans, des chefs d'entreprises s'inscrit dans le cadre de ses missions, notamment celles qui consistent à les accompagner dans le processus de la formalisation de leurs activités. « Nous les sensibilisons à aller du secteur informel au secteur formel. Aussi, nous les orientons vers les structures du ministère des Petites et Moyennes entreprises et de l'Artisanat qui ont la responsabilité de les accompagner pour leur plein épanouissement, leur croissance », a expliqué le président de l'association "Techni-Plus Solidarité", Hubert De Bella, à l'ouverture de ladite conférence. « Formalisation des activités : importance et avantages » ; Formalisation des activités : procédures et formalités » ; « Ecosystème d'accompagnement des micro, petites et moyennes entreprises » sont autant de sous-thèmes sur lesquels ont porté les commu-



Une vue des participants à la conférence sur la formalisation/Adiac

nications ayant ponctué cette conférence. Lesquelles communications ont été faites par des spécialistes venus des de la direction générale des petites et moyennes entreprises, de l'agence congolaise

pour la création d'entreprises, l'agence de développement des petites et moyennes entreprises.

Ainsi, les porteurs de projets qui participent à cette conférence vont s'imprégner du

rôle que jouent ces structures dans leur accompagnement. « *Cela permet de réduire le fossé entre eux et ces institutions, car la majorité des acteurs du secteur informel apprennent sur le tas et ne*

savent parfois pas qu'ils ont la possibilité de quitter l'informel pour le formel », a expliqué le président de l'association Techni-Plus Solidarité.

Association "Techni-Plus Solidarité"

La structure est engagée dans la recherche, la formation, l'innovation et l'accompagnement des artisans, ouvriers et autres catégories d'hommes de métiers tout en œuvrant pour l'insertion professionnelle des jeunes désœuvrés. En matière d'accompagnement professionnel, "Techni-Plus Solidarité" assure le soutien individualisé des artisans et ouvriers. A propos des jeunes désœuvrés, cette association définit des programmes spécifiques pour leur insertion professionnelle en offrant des opportunités de stage et de mentorat. Pour la transition écologique, "Techni-Plus Solidarité" mène des actions visant à promouvoir les pratiques respectueuses de l'environnement à travers notamment la sensibilisation à l'éco-responsabilité.

Rominique Makaya



AVIS DE RECRUTEMENT

Le Catholic Relief Services, USCCB, « CRS » République du Congo recrute un(e) Chargé(e) de Projet SILC pour son projet KOLENDISSA – Lieu de travail : Ouesso, Département de la Sangha
Chargé(e) de Projet SILC sous la supervision du Program Manager Sr aura pour rôle de :

- Appuyer la coordination et la mise en œuvre de toutes les activités du projet qui vous sont assignées, selon ce qui est indiqué dans le plan détaillé de mise en œuvre, dans la ligne des principes et normes de qualité des programmes de CRS, des exigences des bailleurs de fonds et des bonnes pratiques.

- Suivre toute les difficultés et/ou les lacunes identifiées et en rendre compte pour orienter les ajustements aux plans et aux calendriers de mise en œuvre.

- Collecter des informations sur les besoins en capacité du personnel et les besoins d'assistance technique des organisations partenaires et suivre les activités de renforcement des capacités et d'appui technique pour qu'elles aient un impact effectif.

- Diriger la mise en œuvre des activités des communautés d'épargne et de prêts internes (SILC) en collaboration avec le gestionnaire du projet et les coordinateurs du sous-récepteur, partenaire de mise en œuvre ainsi que le chargé SILC de cette structure.

- Diriger les efforts de recrutement et de formation des prestataires de services privés (PSP), accompagnera le personnel des partenaires et les groupes SILC, le développement progressif et la remise aux PSP.

Formation, expérience et capacités requises

- Diplôme universitaire en finance, économie, développement communautaire ou domaine connexe.

- Minimum de 3 ans d'expérience dans la mise en œuvre de programmes SILC ou similaires, de préférence dans le contexte de la RRC.

- Expérience dans le microfinance / communautés d'épargne et de prêts internes et pour une ONG serait un plus.

- Connaissance approfondie des méthodologies SILC.

- Expérience en formation et renforcement des capacités.

- Compétences en suivi et évaluation.

- Expérience de l'utilisation de MS Windows et des logiciels MS Office (Excel, Word, PowerPoint).

- Langues requises – Excellent niveau de français à l'écrit et à l'oral. La maîtrise de l'anglais serait un avantage mais n'est pas obligatoire. La connaissance des langues locales est un atout.

Dossier de candidature devra comporter :

- Un Curriculum vitae (CV) avec trois références professionnelles (Email, coordonnées téléphoniques)

- Une lettre de motivation adressée au représentant Résident, en mentionnant le poste concerné.

- Les copies certifiées des diplômes

- Certificat de travail / attestation d'employeur

- Une pièce d'identité (Passeport, CNI) en cours de validité

doit parvenir au plus tard le 10 juillet 2024 à l'adresse email suivante : CG_HR@crs.org avec comme objet du message : « Chargé(e) de Projet SILC » ou encore par le biais de l'ACPE.

Il convient de signaler que CRS se réserve le droit de ne pas donner une suite à candidature car seuls les candidats présélectionnés seront contactés

Les candidatures féminines sont vivement encouragées. CRS veille à un espace de travail sans harcèlement, ni maltraitance, ni exploitation et ni trafic d'êtres humains et tolérance zéro à la fraude et à la corruption.

Représentant Résident



AVIS DE RECRUTEMENT

Le Catholic Relief Services, USCCB, « CRS » République du Congo recrute un(e) Project Officer (Chargé(e) de projet) pour son projet KOLENDISSA pour lieu de travail OUESSO, dans le département de la Sangha.

Le Project Officer (Chargé(e) de projet) sous la supervision Program Manager aura pour rôle de :

- Contribue à la mise en œuvre efficace et en temps opportun des activités du programme conformément aux plans de travail, dans la ligne des principes et normes de qualité des programmes de CRS, des exigences des bailleurs de fonds et des bonnes pratiques.

- Coordonner et superviser les activités de renforcement des capacités des communautés et aux partenaires locaux sur les meilleurs pratique en matière de systèmes d'alerte précoce et à l'approche CLDRM.

- Collaborer étroitement avec les partenaires de la mise en œuvre, les autorités départementales et les autres parties prenantes pour garantir l'alignement des activités du programme avec les besoins locaux.

- Conduire des évaluations pour identifier les lacunes et les besoins des systèmes d'alerte précoce existants.

- Assurer le lead et la coordination avec Caritas Congo dans le cadre des interventions d'urgence liées aux inondations dans toutes les zones d'intervention.

Formation, expérience et capacités requises

- Diplôme universitaire en gestion de projet, en sciences sociales, en développement international ou dans un domaine connexe.

- Minimum de 3 à 5 ans d'expérience dans la mise en œuvre de programmes de RRC ou de gestion des catastrophes.

- Expérience démontrée dans le renforcement des systèmes d'alerte précoce et la formation des communautés locales.

- Excellentes compétences en gestion de projet, y compris la planification, le suivi et l'évaluation.

- Compétences interpersonnelles et de communication exceptionnelles, avec la capacité de travailler efficacement avec divers partenaires et parties prenantes.

- Langues requises – Excellent niveau de français à l'écrit et à l'oral. La maîtrise de l'anglais serait un avantage mais n'est pas obligatoire.

La connaissance des langues locales est un atout.

Dossier de candidature devra comporter :

- Un Curriculum vitae (CV) avec trois références professionnelles (Email, coordonnées téléphoniques)

- Une lettre de motivation adressée au représentant Résident, en mentionnant le poste concerné.

- Les copies certifiées des diplômes

- Certificat de travail / attestation d'employeur

- Une pièce d'identité (Passeport, CNI) en cours de validité

doit parvenir au plus tard le 10 juillet 2024 à l'adresse email suivante : CG_HR@crs.org avec comme objet du message : « Project Officer (Chargé(e) de projet) » ou encore par le biais de l'ACPE.

Il convient de signaler que CRS se réserve le droit de ne pas donner une suite à candidature car seuls les candidats présélectionnés seront contactés

Les candidatures féminines sont vivement encouragées. CRS veille à un espace de travail sans harcèlement, ni maltraitance, ni exploitation et ni trafic d'êtres humains et tolérance zéro à la fraude et à la corruption.

Représentant Résident



AVIS DE RECRUTEMENT

Le Catholic Relief Services, USCCB, « CRS » République du Congo recrute Charge Supérieur de la Prévention et Prise en Charge du Paludisme, VIH et TB au sein de son bureau à Brazzaville.

Le titulaire du poste aura pour rôle de :

• Coordonner les processus de planification et s'assurer que toutes les activités s'exécutent selon les plans de travail, les échéanciers convenus, dans les limites budgétaires

• Collaborer avec le Programme Nationale de Lutte Contre le Paludisme (PNLP) pour apporter un appui technique dans le développement des différents documents normatifs, de directives, de manuels, des outils, des modules de formations, et tout autre document technique essentiel dans la mise en œuvre

• Fournir le leadership technique approprié qui facilite l'accès efficace aux intrants pour la prévention et traitement du paludisme dans les centres de santé et au niveau communautaire, en s'assurant qu'aucune rupture de stock n'interviendra dans la chaîne de distribution et que le processus de collecte de données est conforme aux normes nationales.

• Appuyer la DGAR / DARH du Ministère de la Santé et de la Population dans la gestion des ressources humaines affecter au sites a haut volume pour la prise en charge VIH et TB.

Formation, expérience et capacités requises

• Avoir un doctorat en Médecine générale

• Avoir un Master en Santé Publique serait un atout.

• Avoir au moins 7 ans d'expériences en gestion des projets.

• Avoir au moins 5 ans d'expériences dans un programme de paludisme.

Dossier de candidature devra comporter :

• Un Curriculum vitae (CV) avec trois références professionnelles (Email, coordonnées téléphoniques)

• Une lettre de motivation adressée au représentant Résident, en mentionnant le poste concerné.

• Les copies certifiées des diplômes

• Certificat de travail / attestation d'employeur

• Une pièce d'identité (Passeport, CNI) en cours de validité

La description complète du poste est disponible sur le site www.emploi.cg

Les candidatures doivent être envoyées au plus tard le 03 juillet 2024 à l'adresse email CG_HR@crs.org avec comme objet du message : « Charge Supérieur de la Prise en Charge du Paludisme » ou encore par le biais de l'ACPE.

Il convient de signaler que CRS se réserve le droit de ne pas donner une suite à candidature car seuls les candidats présélectionnés seront contactés

Les candidatures féminines sont vivement encouragées. CRS veille à un espace de travail sans harcèlement, ni maltraitance, ni exploitation et ni trafic d'êtres humains et tolérance zéro à la fraude et à la corruption.

Représentant Résident



AVIS DE RECRUTEMENT

Le Catholic Relief Services, USCCB « CRS » République du Congo recrute un(e) Chargé(e) de Communication Projet au sein du bureau de Brazzaville.

Le titulaire du poste aura pour rôle de :

• Concevoir et mettre en œuvre des stratégies de communication and communication sur le changement de comportement pour soutenir les objectifs du programme de RRC.

• Élaborer des plans de communication et des messages clés adaptés aux différentes parties prenantes, y compris les communautés locales, les partenaires et les donateurs.

• Développer des campagnes de sensibilisation et d'éducation pour promouvoir des comportements sécuritaires et résilients face aux risques de catastrophes.

• Travailler avec les communautés pour identifier les obstacles aux changements de comportement et développer des solutions adaptées.

• Collaborer étroitement avec les partenaires de la mise en œuvre, les autorités et les autres parties prenantes pour assurer la cohérence et l'efficacité des activités de communication.

Formation, expérience et capacités requises

• Diplôme universitaire en communication, sciences sociales, santé publique ou dans un domaine similaire.

• Expérience professionnelle d'au moins 3 ans dans la communication pour le développement, la promotion de la santé ou le changement de comportement.

• Connaissance des approches de Réduction des Risques de Catastrophes (RRC) et de la résilience communautaire.

• Capacité à travailler de manière autonome

et en équipe, avec des compétences en gestion de projet et en coordination.

• Expérience de travail avec des communautés locales et des partenaires divers dans des contextes de développement ou humanitaires.

- Langues requises – Excellent niveau de français à l'écrit et à l'oral. La maîtrise de l'anglais serait un avantage mais n'est pas obligatoire. La connaissance des langues locales est un atout.

Dossier de candidature devra comporter :

• Un Curriculum vitae (CV) avec trois références professionnelles (Email, coordonnées téléphoniques)

• Une lettre de motivation adressée au représentant Résident, en mentionnant le poste concerné.

• Les copies certifiées des diplômes

• Certificat de travail / attestation d'employeur

• Une pièce d'identité (Passeport, CNI) en cours de validité

La description complète du poste est disponible sur le site www.emploi.cg

Les candidatures doivent être envoyées au plus tard le 10 juillet 2024 à l'adresse email CG_HR@crs.org avec comme objet du message : « Chargé de Communication projet » ou encore par le biais de l'ACPE.

Il convient de signaler que CRS se réserve le droit de ne pas donner une suite à candidature car seuls les candidats présélectionnés seront contactés

Les candidatures féminines sont vivement encouragées. CRS veille à un espace de travail sans harcèlement, ni maltraitance, ni exploitation et ni trafic d'êtres humains et tolérance zéro à la fraude et à la corruption.

Représentant Résident

LUTTE CONTRE LE DIABÈTE

Les Brasseries du Congo prêtent main forte à MCPLC

Le don offert par les Brasseries du Congo (Brasco), le 27 juin, à « Marcher courir pour la cause (MCPLC) » va aider cette association à poursuivre son noble combat qui consiste à lutter contre le diabète, une maladie qui ruine les familles dans le même élan.

« C'est déjà fantastique ce que vous faites. Ce sont des efforts à louer », a commenté Georges Loembet, secrétaire général et coordinateur du site Brasco à Brazzaville avant d'accomplir le geste. MCPLC se distingue par la Traversée du Mayombe, dont le sujet de fond est la lutte contre le diabète et l'amélioration de la santé de la population. Pointe-Noire-Brazzaville à pied n'est que le mégaphone qui permet d'amplifier le message envers les pouvoirs publics, la population et tous ceux qui veulent que le monde se porte mieux.

C'est un combat que MCPLC ne gagne pas sans l'appui des partenaires. Brasco a réagi positivement à son cri du cœur. Le don offert est composé de trois appareils Accu-chek, des bandelettes et des insulines... tout ce qu'il faut qui permettra d'assurer le dépistage et la prise

en charge des malades. « Le geste vise à faire reculer la maladie parce que, dans nos sociétés, il y a de plus en plus de diabétiques par rapport au mode de vie. On reste partenaires. Les Brasseries du Congo sont engagées à vous soutenir parce que ce que vous faites est noble. Chacun de nous apporte la pierre à l'édifice », a indiqué le représentant de Brasco, lequel a pris l'engagement de marcher à la 5^e édition.

Rodrigue Dinga a salué le geste fait par Brasco, précisant que le vrai défi après le dépistage consiste en la prise en charge des malades. « Ce que vous faites pour nous c'est beaucoup », a reconnu le président de MCPLC. Pour donner plus d'ampleur à sa politique d'être plus proche de la population, l'association murit déjà l'idée d'organiser en juillet-août une autre cam-



La photo de famille après la remise de don/Adiac

pagne dénommée « Un mois, un arrondissement à Brazzaville ». Au bout de neuf mois, tous les arrondissements de Brazzaville seront sensibilisés à la maladie. Cette année, a-t-il précisé,

l'association envisage avec ses partenaires de mettre en place un centre de santé et sport principalement à Madingou, chef-lieu du département de la Bouenza, orienté sur la sensibilisation et la

prise en charge du diabète et des autres maladies non transmissibles pour accompagner les personnes dépistées et mener des actions de lutte pérenne.

James Golden Eloué

DONATION

Du matériel médical remis au CSI de Bambama

La remise officielle du matériel médical au Centre de santé intégré (CSI) de Bambama par l'organisation non gouvernementale (ONG) Espace Opoko a eu lieu le 24 juin. Le matériel a été réceptionné par le secrétaire général du district, Geler Koulounda, en présence des autorités locales et administratives, des sages, du corps médical ainsi que de la population de Bambama.

L'idée d'offrir un don au CSI de Bambama par Espace Opoko, une ONG dédiée à l'éducation et à l'amélioration des conditions de vie des communautés autochtones, est venue du constat fait lors de l'ouverture de son siège social, le 14 avril dernier. Ce jour là, après l'avoir visité, l'ONG avait constaté que ce centre avait des besoins urgents en équipements médicaux. D'où la levée de fonds qu'elle avait organisée, couronnée de succès, car elle a récolté la somme de deux millions FCFA grâce à la généreuse contribution de l'église baptiste de la Beauce au Canada.

Ces fonds récoltés ont permis l'achat de matériel de première nécessité, incluant des équipements pour la salle d'accouchement et d'hospitalisation, divers réactifs pour des examens médicaux, des tests rapides de paludisme et des médicaments indispensables en zone tropicale. De son côté, le laboratoire médical AgoraCare a joué un rôle crucial en fournissant des conseils et

une assistance pour s'assurer de l'acquisition de matériel adéquat et de haute qualité. Cette collaboration a permis à Espace Opoko de fournir un ensemble complet d'équipements médicaux répondant aux besoins pressants du centre de santé.

Après avoir remis officielle-

ment le matériel au secrétaire général du district de Bambama, Geler Koulounda, le chargé de communication de l'ONG Espace Opoko, Alex Nzambi, a souligné que cette action n'était que la première phase d'un projet plus large. D'autres initiatives sont en cours de planification pour ce

district. De son côté, le président d'Espace Opoko, Averty Ndzoyi, parlant de l'implication d'une ONG éducative dans le domaine de la santé, a souligné que « L'éducation ne peut s'épanouir que dans un contexte de bonne santé. J'ai été scandalisé en voyant l'état de ce centre de santé,

d'où la nécessité de notre intervention ».

Averty Ndzoyi a toutefois dit que son ONG ne compte pas s'arrêter là. Espace Opoko prévoit de réparer la toiture de la maternité pour arrêter les infiltrations d'eau de pluie et construire des toilettes pour les patients, car le CSI de Bambama en est actuellement dépourvu. Pour ce faire, Espace Opoko appelle à la solidarité et au soutien de tous, notamment les bonnes volontés pour continuer à apporter des changements significatifs dans les communautés autochtones du Congo.

Par ailleurs, l'ONG entrevoit de lancer d'ici peu une campagne de collecte de kits scolaires en vue d'une bonne préparation de la rentrée scolaire de mille enfants autochtones dans les départements de la Lékoumou, dans la partie méridionale du pays et de la Sangha, dans la partie septentrionale. Ce qui montre à suffisance que l'ONG Espace Opoko mène ses actions sur toute l'étendue du territoire national.

Bruno Zéphirin Okokana



Alex Nzambi chargé de la communication de l'ONG Espace Opoko lors de la remise du matériel médical/DR



AVIS DE RECRUTEMENT

Le Catholic Relief Services, USCCB « CRS » République du Congo recrute un chauffeur pour son projet KOLENDISSA.

Poste basé à Ouesso, dans le département de la Sangha.

Le titulaire du poste aura pour rôle de :

Conduite

- Faire les courses du bureau ; Distribuer les courriers du bureau ;
- Conduire le personnel et les visiteurs de CRS en ville et les missions CRS sur le terrain ;
- Pratiquer une conduite défensive et se conformer aux procédures de conduite édictées par le CRS (La vitesse maximale des véhicules CRS est limitée à 60 km/h en ville et ne doit pas dépasser 100 km/h en dehors des agglomérations) et le code de la route en vigueur en République du Congo ;

Entretien et maintenance des véhicules

- S'assurer aux premières heures de la journée, et avant le démarrage des moteurs, que les véhicules sont propres et en bon état d'être conduits ;
- Faire l'entretien préventif journalier sur les véhicules et veiller à leur état ;
- Veiller au respect des délais des vidanges des véhicules et en informer le superviseur ;

Administration

- Établir un rapport technique du véhicule à la fin de chaque mission sur terrain en remplissant le formulaire « rapport de mission » à envoyer au Charge de l'Administratif et RH (ou Responsable de la logistique)

- Assurer la vérification périodique de la validité des certificats d'assurance et autres taxes en vue de solliciter le renouvellement avant échéance ;

Formation, expérience et capacités requises

- Détenteur d'un diplôme et/ou brevet de la formation en auto (4X4 exigé)
- Être détenteur d'un permis de conduire toutes catégories en cours de validité
- Avoir une connaissance parfaite du code de la route en vigueur en République du Congo

- Être disponible et flexible pour travailler lorsque nécessaire au-delà des heures réglementaires et/ou des jours non ouvrables.

- Avoir au moins 3 à 4 ans d'expérience professionnelle dans un poste similaire, de préférence avec une ONGI

- Avoir une expérience de conduite sur terrain (à l'intérieur du pays) sur des routes difficiles et disponibilité pour des déplacements à l'intérieur du pays

- Capacité de communiquer aisément en français (oral et écrit). La connaissance de l'Anglais est un plus

- La connaissance en informatique et capacité de manipuler un ordinateur est un plus (Outlook, Excel, Word)

Dossier de candidature devra comporter :

- Un Curriculum vitae (CV) avec trois références professionnelles (Email, coordonnées téléphoniques)

- Une lettre de motivation adressée au représentant Résident, en mentionnant le poste concerné.

- La Copie du Permis biométrique de Conduire

- Certificat de travail / attestation d'employeur

- Une pièce d'identité (Passeport, CNI) en cours de validité

La description complète du poste est disponible sur le site www.emploi.cg

Les candidatures doivent être envoyées au plus tard le 10 juillet 2024 à l'adresse email CG_HR@crs.org avec comme objet du message : « Chauffeur » ou encore par le biais de l'ACPE.

Il convient de signaler que CRS se réserve le droit de ne pas donner une suite à candidature car seuls les candidats présélectionnés seront contactés

Les candidatures féminines sont vivement encouragées. CRS veille à un espace de travail sans harcèlement, ni maltraitance, ni exploitation et ni trafic d'êtres humains et tolérance zéro à la fraude et à la corruption.

Représentant Résident



AVIS DE RECRUTEMENT

Le Catholic Relief Services, USCCB « CRS » République du Congo recrute un MEAL Officer (chargé suivi et de évaluation) pour son projet KOLENDISSA au sein de son bureau à Brazzaville.

Le titulaire du poste aura pour rôle de :

- Organiser et diriger la mise en œuvre de toutes les activités MEAL du projet qui vous sont assignées selon ce qui est indiqué dans le plan détaillé de mise en œuvre, dans la ligne des principes et normes de qualité des programmes et des politiques, procédures et pratiques MEAL de CRS, des exigences MEAL des bailleurs de fonds et des bonnes pratiques du secteur.

- S'assurer que l'apprentissage accompagne bien les activités du projet tout au long du cycle du projet.

- Aider à la redevabilité en coordonnant les activités d'évaluation du projet et en guidant les partenaires dans leur réflexion sur les expériences du projet. Analyser les difficultés dans la mise en œuvre et rendre compte des divergences et/ou des lacunes pour orienter les ajustements aux plans et aux calendriers de mise en œuvre.

- Diriger le lancement et la mise en œuvre du mécanisme de feedback et réponse (FRM) du projet selon le mécanisme de redevabilité de CRS MFPR. Apporter un soutien pour rechercher activement un feedback de tous les membres des communautés cibles et autres parties prenantes, selon la définition du MFPR, et pour répondre à ce feedback- dans les meilleurs délais.

- Mettre en œuvre les activités et processus de suivi, conformément au plan détaillé de mise en œuvre et au système MEAL. Garantir la qualité des données de suivi grâce à des évaluations annuelles et semi annuelles de la qualité des données.

- Coordonner et superviser les relations de travail MEAL avec toutes les parties prenantes locales du projet et servir de personne contact entre elles et l'équipe du projet afin de mobiliser les acteurs locaux et de promouvoir les activités et l'impact du projet. Déterminer quels sont les

besoins d'information des parties prenantes dans les activités MEAL, en utilisant une gamme de méthodes appropriées de communication. **Formation, expérience et capacités requises**

- Diplôme universitaire en sciences sociales, statistiques, développement international, ou domaine connexe.

- Au moins 3 ans d'expérience professionnelle dans le suivi, l'évaluation, la redevabilité et l'apprentissage, de préférence dans le cadre de projets financés par des donateurs internationaux.

- Expérience avérée dans la collecte et l'analyse de données, ainsi que dans l'utilisation de logiciels de gestion de données (SPSS, STATA, Excel).

Dossier de candidature devra comporter :

- Un Curriculum vitae (CV) avec trois références professionnelles (Email, coordonnées téléphoniques)

- Une lettre de motivation adressée au représentant Résident, en mentionnant le poste concerné.

- Les copies certifiées des diplômes

- Certificat de travail / attestation d'employeur

- Une pièce d'identité (Passeport, CNI) en cours de validité

La description complète du poste est disponible sur le site www.emploi.cg

Les candidatures doivent être envoyées au plus tard le 10 juillet 2024 à l'adresse email CG_HR@crs.org avec comme objet du message : « MEAL Officer_Chargé suivi et évaluation » ou encore par le biais de l'ACPE.

Il convient de signaler que CRS se réserve le droit de ne pas donner une suite à candidature car seuls les candidats présélectionnés seront contactés

Les candidatures féminines sont vivement encouragées. CRS veille à un espace de travail sans harcèlement, ni maltraitance, ni exploitation et ni trafic d'êtres humains et tolérance zéro à la fraude et à la corruption.

Représentant Résident



ANNONCE : RECHERCHE D'UN DIRECTEUR DE LA CONSERVATION (H/F)

Dans le respect de ses valeurs : le courage, la collaboration, le respect et l'intégrité, le WWF recherche pour son bureau en République du Congo, un Directeur de la Conservation qui sera basé à Brazzaville.

II. FONCTIONS PRINCIPALES

II.a. Conservation

Le Directeur de la conservation est responsable de la mise en œuvre de la stratégie de conservation, du développement des programmes et de la gestion de l'équipe de conservation du WWF R.C. Le /la titulaire du poste sera également responsable de la promotion de la collaboration avec les entités du réseau WWF et de la mise en œuvre d'un cadre de sauvegardes environnementales et sociales (ESSF) pour le WWF-Congo.

II.b. Politique et plaidoyer

Le/la titulaire du poste s'engage régulièrement avec les acteurs clés (le gouvernement au niveau national et décentralisé, les acteurs internationaux, les partenaires techniques et financiers, les opérateurs privés ; la société civile ; les communautés locales, y compris les populations autochtones) pour établir et faire fonctionner une plateforme de dialogue. Il/Elle travaillera en étroite collaboration avec le Directeur National en ce qui concerne la programmation au niveau national et l'engagement avec les parties prenantes, et aussi pour maintenir le lien entre les programmes dans les paysages du WWF et le dialogue thématique au niveau national.

Les candidats intéressés sont invités à soumettre leur candidature : (CV et lettre de motivation) à l'adresse suivante : applications@wwfcog.org
Date limite de soumission des candidatures : le 19 juillet 2024.

Nous vous remercions d'avance de l'intérêt que vous portez à ce poste. Veuillez noter que seules les candidatures présélectionnées seront contactées pour la suite du processus. Le WWF est un employeur qui respecte l'égalité des chances et s'engage à avoir une main-d'œuvre diversifiée.

AGENCE D'INFORMATION D'AFRIQUE CENTRALE

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

LE COURRIER DE KINSHASA

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO

L'ACTUALITÉ AU QUOTIDIEN

ADIAAC NEWSLETTER

L'information du congo et de sa région en un clic !

Identifiez-vous gratuitement pour recevoir la newsletter et restez informé des principaux faits marquants de l'actualité

Brazzaville 84, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso
Brazzaville - République du Congo
(+ 242) 05 532 01 09
info@lesdepechesdebrazzaville.fr

TRIBUNE LIBRE

Le travail en tant que valeur républicaine au Congo

Le travail, en tant que valeur républicaine, joue un rôle central dans le développement et la cohésion sociale d'un pays. Au Congo, cette valeur est particulièrement significative, reflétant à la fois les aspirations nationales et les défis auxquels le pays est confronté.

Depuis son indépendance en 1960, le Congo a traversé plusieurs périodes de turbulences politiques et économiques. Dans ce contexte, le travail a été constamment valorisé comme un moyen de construire une nation prospère et unifiée. Les dirigeants congolais, de Fulbert Youlou à Denis Sassou N'Guesso, ont tous mis en avant le travail comme une pierre angulaire du développement national. La promotion du travail est également inscrite dans les textes fondamentaux du pays, soulignant son importance dans l'édification d'une société juste et équitable.

Le travail est crucial pour le développement économique du Congo. Le pays possède d'importantes ressources naturelles, notamment le pétrole, le bois et les minerais, dont l'exploitation nécessite une main-d'œuvre qualifiée et motivée. En valorisant le travail, le gouvernement cherche à diversifier l'économie et à réduire la dépendance aux exportations de matières premières. Des initiatives pour améliorer l'éducation et la formation professionnelle sont en place afin de préparer les jeunes congolais à intégrer le marché du travail avec les compétences nécessaires.

Au-delà de son aspect économique, le travail est également un vecteur de cohésion sociale. Dans un pays marqué par des inégalités et des tensions ethniques, la promotion du travail pour tous constitue un moyen de renforcer l'unité nationale. Les politiques d'emploi inclusives et les efforts pour créer des opportunités dans les zones rurales et urbaines visent à réduire les disparités et à favoriser l'intégration sociale. Le travail, en tant que valeur républicaine, encourage également la participation active de chaque citoyen à la vie de la nation, renforçant ainsi le sentiment d'appartenance et de solidarité.

Le travail, en tant que valeur républicaine au Congo, est essentiel pour le développement économique, la cohésion sociale et l'unité nationale. Il représente un idéal vers lequel la nation aspire, malgré les défis à surmonter. En investissant dans l'éducation, la formation professionnelle et des politiques inclusives, le Congo peut tirer parti de cette valeur pour bâtir un avenir prospère et équitable pour tous ses citoyens. La promotion du travail reste donc une priorité incontournable pour le progrès et la stabilité du pays.

Nancy Kiminou

MINUSCA

Le Congo renouvelle ses effectifs

Composée de 180 gendarmes et policiers dont 32 femmes, la 10e Unité de police constituée (UPC) de la République du Congo quitte le pays le 2 juillet prochain pour assurer la relève au sein de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation en Centrafrique (Minusca), pour une durée de douze mois.

La cérémonie de prise de commandement couplée au transfert d'autorité de l'UPC s'est déroulée le 27 juin à l'Esplanade du stade de la Concorde de Kintélé, à Brazzaville, sous le patronage conjoint du ministre de l'Intérieur, de la Décentralisation et du Développement local, Raymond Zéphirin Mboulou, et du ministre de la Défense nationale, Charles Richard Mondjo. Ceci, après deux mois de stage de mise en condition opérationnelle. Ce stage dont l'enjeu majeur consistait à réunir les officiers, sous-officiers, femmes et hommes, ne se connaissant donc pas nécessairement, pour construire une unité solide par le biais d'une sélection progressive et d'une formation intense aux normes internationales des opérations de paix...

Ils ont été formés, entre autres, sur le cadre organisationnel et fonctionnel des Opérations de maintien de la paix (OMP) ; le théâtre d'opérations et l'environnement de vie et de travail ; le cadre d'action des unités de police

en OMP. Les stagiaires ont été également éduqués sur les normes des droits de l'Homme et les règles d'engagement et comportement applicables au mandat de la Minusca ; les techniques appropriées pour le maintien et le rétablissement de l'ordre ainsi que la maîtrise de l'emploi des armes et matériels de dotation pour la mission.

Transférant l'autorité au commandant de police, le lieutenant-colonel Simon Massamouna qui a la charge de conduire la troupe, le ministre de l'Intérieur, de la Décentralisation et du Développement local, Raymond Zéphirin Mboulou, a rappelé le contexte dans lequel le Congo s'est engagé en République centrafricaine dans le cadre de la Minusca. Il s'est adressé à la troupe en ces termes : « Officiers, sous-officiers, membre de l'UPC, au début de votre mission, sachez désormais que vous êtes appelés à obéir aux Nations unies, conformément aux dispositions du mémorandum d'entente conclu

avec notre pays le Congo. C'est pourquoi, je voulais souligner à votre endroit, comme nous l'avons fait à celui de vos prédécesseurs, nos orientations essentielles en termes de règles de conduite, ainsi qu'il suit : premièrement, votre mission au sein de la Minusca exige des qualités humaines indéniables pour vous adapter à un environnement multidimensionnel et multiculturel ; le respect de la diversité et de la dignité humaine ; de la neutralité de vos opinions et de votre action est une règle... ».

Le ministre Raymond Zéphirin Mboulou a enfin instruit la troupe, avec la plus grande rigueur, sur le lien avec la hiérarchie nationale qui est indispensable pour permettre au pays de suivre l'évolution de sa mission et de l'appuyer dans les difficultés. L'obligation du compte rendu est une autre règle ; et troisièmement, la cohésion au sein de l'unité acquise au cours de la mise en condition doit rester une ligne directrice forte...

Guillaume Ondze

PROJET «YEKOLA MOSSALA TOUR»

Les bénéficiaires de la formation attendus sur le marché de l'emploi

Un échantillon de cinquante jeunes, hommes et femmes formés dans divers métiers, dans le cadre du projet d'insertion professionnelle "Yekola mossala tour" ont reçu, le 27 juin, à Brazzaville les attestations de fin de formation qui leur permettront de faire valoir leurs compétences sur le marché de l'emploi.

La remise des attestations de fin de formation aux jeunes bénéficiaires du projet "Yekola mossala tour" a été suivie du lancement de la phase pratique en conduite automobile, sous l'égide du haut-commissaire à la Justice restaurative, à la Prévention et au Traitement de la délinquance juvénile, Adolphe Mbou-Maba. « La mission qui nous a été confiée consiste à faire en sorte que ces jeunes tournent le dos à la violence », a-t-il déclaré, saluant les efforts consentis par ces derniers en apprenant chacun un métier facilitant leur insertion socio-professionnelle.

Les jeunes bénéficiaires du projet "Yekola mossala tour" ont été formés en couture, en coiffure, en mécanique automobile, en électricité, en menuiserie, en pâtisserie, en conduite automobile et bien d'autres métiers, a expliqué la présidente de l'association "Les artisans de



Loutassi", Ghislaine Cheraline Matondo. Cette association, en partenariat avec le Haut Com-

missariat à la Justice restaurative, à la Prévention et au Traitement de la délinquance juvénile, est impliquée dans la réalisation dudit projet.

« La mission de l'association "Les artisans de Loutassi" est de faire bénéficier aux jeunes des formations qualifiantes qui sont gratuites. C'est le seul

moyen à notre portée pour éradiquer la délinquance juvénile, l'insécurité », a fait savoir Ghislaine Cheraline Matondo. En dehors de l'échantillon de cinquante bénéficiaires qui ont reçu des attestations, d'autres sont encore en formation, a-t-elle précisé.

Dans le cadre du projet "Yekola mossala tour", il y a eu 172 inscrits. 104 parmi eux ont suivi des formations. A ce stade, 93 ont été déclarés admis et 11 recalés. Le haut-commissaire à la Justice restaurative, à la Prévention et au Traitement de la délinquance juvénile a exhorté ces derniers à ne pas baisser les bras afin de poursuivre la formation qui leur ouvrira les portes du marché de l'emploi. Il convient de souligner que le projet "Yekola mossala tour" fera le tour des quartiers et départements du pays pour ne laisser aucun jeune au bord de la route, notamment en cette année dédiée à la jeunesse.

Rominique Makaya

UNIVERSITÉ PARIS-DAUPHINE

Remise de diplôme du master 227

Ludovic Itoua, directeur général des Impôts et des Domaines de la République du Congo, président du Centre de rencontres et d'études des dirigeants des administrations fiscales (Crédaf), est le parrain de la cérémonie de remise de diplôme aux étudiants finalistes du master 227 de l'Université Paris-Dauphine.

Par la même occasion, la délégation congolaise participera à la 7^e édition du colloque annuel sur le thème «La renégociation des conventions fiscales». Elle est composée, entre autres, de Toussaint William Niabia, directeur de la fiscalité des grandes entreprises à la DGID Congo, ancien étudiant de Paris Dauphine ; Destin Eyourayo Kondzi, président de l'Adaf (l'Association dauphinoise d'administration fiscale), Florent Kambi, chef de Bureau EDT ; Gabou Innoc, inspecteur des impôts ; Morabandza Pea, chef de l'unité des petites entreprises.

Cette cérémonie est prévue pour le 27 juin de 16h à 19h, et toute la journée du 28 juin à l'université Paris-Dauphine. Elle se déroulera en présence du directeur du master 227 administration, Arnaud Raynouard, professeur de droit à l'université Paris-Dauphine et



Délégation congolaise autour du Pr Arnaud Raynouard, Directeur du Master 227 Université Paris-Dauphine/Adiac

directeur du parcours 227 - Administration fiscale, des directeurs et cadres des administrations fiscales francophones, des

chercheurs et universitaires ainsi que des praticiens de la fiscalité de tout bord. Parmi les ateliers prévus, Ludovic Itoua

ouvrira la première table ronde dans le cadre des conventions fiscales sur le thème «La stratégie de négociation de conven-

tions fiscales».

Le président Adaf Congo Brazzaville, chef de brigade départementale des vérifications fiscales de Pointe-Noire, Eyourayo Kondzi Destin, interviendra sur la troisième table ronde sur «Les conventions fiscales et l'optimisation fiscale par les firmes multinationales dans le secteur des ressources naturelles». Autre intervention congolaise attendue, celle de William Toussaint Niabia, directeur de la fiscalité des grandes entreprises - Congo Brazzaville.

Le mot de clôture reviendra au président du Crédaf, Ludovic Itoua, en présence de Catherine Lemesle, secrétaire générale du Crédaf, une occasion de rappeler à l'assistance que le Congo a été retenu pour abriter en septembre 2025 la huitième édition du colloque annuel du master 227 et de l'Adaf.

Marie Alfred Ngoma

KENYA

Le président William Ruto retire le projet de budget contesté

Le président kenyan, William Ruto, a annoncé le 26 juin le retrait du projet de budget 2024-2025 prévoyant des hausses de taxes.

Ce texte, à l'origine d'une contestation depuis plusieurs jours, a été voté par le Parlement avant de provoquer la colère de l'opposition. «Après avoir écouté attentivement le peuple kenyan, qui a dit haut et fort qu'il ne voulait rien avoir à faire avec ce projet de loi de finances 2024, je m'incline et je ne promulguerai pas le projet de loi de finances 2024, qui sera par conséquent retiré », a déclaré William Ruto dans un discours

au lendemain d'une journée au cours de laquelle vingt-deux manifestants ont trouvé la mort.

L'organisme officiel de défense des droits humains, la

Kenya National Human Rights Commission a recensé vingt-deux morts dans le pays, dont dix-neuf dans la capitale Nairobi, « plus de trois cents blessés et plus de cinquante

arrestations », a déclaré sa présidente, Roseline Odede, en annonçant « ouvrir une enquête » sur ces morts.

Les scènes de chaos ont alarmé les États-Unis et plus

d'une dizaine de pays européens, ainsi que l'ONU et l'Union africaine, qui se sont déclarés « fortement préoccupés » et ont appelé au calme. La principale coalition d'opposition, Azimio, menée par le vétéran Raila Odinga, a accusé le gouvernement d'avoir « déchaîné sa force brute » contre les manifestants et exhorté la police à « cesser de tirer sur des enfants innocents, pacifiques et non armés ».

La Rédaction

« Après avoir écouté attentivement le peuple kenyan, qui a dit haut et fort qu'il ne voulait rien avoir à faire avec ce projet de loi de finances 2024, je m'incline et je ne promulguerai pas le projet de loi de finances 2024, qui sera par conséquent retiré »



**LIBRAIRIE
LES MANGUIERS**

RENCONTRE

Littéraire



autour des ouvrages
de **Ferréol GASSACKYS**




&






Samedi 29 Juin 2024



10 Heures

Entrée Gratuite

Librairie LES MANGUIERS (Les Dépêches de Brazzaville)

FRANCE

Passi livre un concert à l'AFD

Dans la continuité de la Fête de la musique et des rencontres «Café musique Kult4D», Passi a donné un concert dans les locaux de l'Agence française de développement (AFD) à Paris. L'occasion de revenir sur son parcours.

En prélude à son concert à l'AFD, l'artiste Passi que l'on ne présente plus s'est prêté, le 25 juin, au jeu des questions-réponses devant un public averti au sein de cet établissement public qui œuvre à appliquer la politique de la France en matière de développement et de solidarité internationale.

Cordonné par Ben-Hur Kabengele, responsable pays Djibouti du département Afrique de l'AFD, ce moment convivial a été l'occasion d'évoquer sa jeunesse, celle d'un jeune Congolais vivre très jeune en région parisienne, ses engagements, et par la même occasion de donner sa vision de l'époque actuelle, de l'Afrique et du vivre ensemble.

Né en 1972 à Brazzaville dans une fratrie de sept enfants, de père cadre hospitalier et d'une mère enseignante, Passi a vécu une grande partie de son enfance à Sarcelles. Un parcours qui lui a fait côtoyer deux France, celle des banlieues et des régions. Une enfance où il aurait pu basculer dans la délinquance, mais rattrapé par une formation dans une école agricole dont il sortira diplômé nourri des valeurs du terroir de la France profonde. Entre exigences des parents et ses propres envies d'art, il deviendra rappeur-chanteur-compositeur-producteur.

Répondant aux questions de l'assistance, Passi est revenu sur sa trajectoire musicale, son processus de création, ses inspirations, son premier album qu'il qualifie de décapant, provoquant. C'est l'aventure de Ministère Amer aux paroles choc. « *J'avais l'insouciance de la jeunesse* », dit-il tout en assurant, à raison, que le rap est une forme de journalisme... Mais aussi avec le regret que « *ces informations que l'on remonte mais ne soient pas assez analysées* ». Une musique très sous-estimée selon l'artiste « *alors qu'elle est la plus «streamée» dans le monde !* ».



Passi en concert dans les locaux de l'AFD, Paris 12, mardi 25 juin 2024

Passi artiste engagé

Évoquant son engagement, ses actions et ses prises de position en faveur des causes sociales et politiques, de sa voix rauque teintée d'un rire communicatif, Passi est revenu sur ses expériences en tant qu'artiste en-

gagé, y compris ses initiatives pour l'éducation et le développement en Afrique et en France. L'histoire étant un éternel recommencement, trente ans plus tard, c'est à cette jeunesse française très mixée aujourd'hui (un tiers des Français a un lien

avec l'immigration sur trois générations) qu'il s'adresse, celle des quartiers notamment dont il comprend les aspirations et qu'il encourage à prendre le chemin des urnes.

En trente ans, dans les banlieues françaises, les problèmes

ne sont pas résolus. « *Il n'y a pas assez d'amour pour ces jeunes. Il faudrait montrer plus d'intérêt pour eux* », alerte-t-il. Être aussi plus exigeant à l'école (parole de fils de professeure) tout en les incitant à pratiquer du théâtre, davantage de sport et de musique. Une parole qui résonne dans un contexte politique français très tendu à l'approche des élections législatives françaises les 30 juin et 7 juillet où la question des migrations est devenue l'un des sujets les plus clivants.

Peu enclin à passer un message politique, Passi regrette que les diasporas ne soient pas assez écoutées. Un sujet qui le ramène directement au Congo, dont il parle avec respect, où il revient régulièrement, poursuivant son soutien à de nombreuses causes. Ce Congo qui « *fait partie de la francophonie, pays à la double culture*. » Et ce besoin viscéral qu'il a toujours eu de se raccrocher à ses origines.

Un pays dont l'artiste est fier. « *Où la musique, la danse, font partie de la vie, des plus jeunes aux plus âgés, en dépit des difficultés* ».

Sa réflexion va plus loin et le porte au-delà de ses frontières natales. Dans ce monde qui change, l'entente entre les pays africains est nécessaire si le continent veut exister sur la scène internationale estime l'artiste. Un message parmi tant d'autres de la part d'un panafricain convaincu qui se revendique d'un métissage culturel. Et puisqu'il était dans l'enceinte de l'AFD, Passi a reconnu la pertinence de l'aide publique au développement et salué le rôle de cette institution dans la promotion du développement durable et de la coopération internationale. Au rythme de Face à la mer, Biso na biso, Je zappe et je mate, et tant d'autres, un concert bien mené a clos cette causerie-débat.

Bénédicte de Capèle et Marie Alfred Ngoma

Bio Express

À l'instar de NTM, IAM ou MC Solaar, le Franco-Congolais est considéré par la presse spécialisée comme l'un des pères fondateurs du rap français.

Au début des années 1990 fonde Ministère A.M.E.R. au côté de Stomy Bugsy avec lequel il a collaboré de 1989 à 1994. Ensemble, en compagnie de Kenzy Bouboule et DJ Ghetch, ils créent le label Secteur Ä. C'est également ensemble qu'ils ont produit et géré des groupes tels que les Nèg Marrons, Ärsenik ou des artistes comme Doc Gynéco.

Par la suite, Passi se lancera dans une carrière solo publiant son premier album, Les Tentations, en 1997. En 1998, il crée son label Issap productions avec lequel il produit des artistes et réalise le fameux Dis L'Heure 2 Zouk ou le Bisso Na Bisso. Suivront plusieurs autres albums solo.

INFORMER, ANALYSER, DIFFUSER, RAYONNER

L'agence d'information du Bassin du Congo
un acteur économique majeur à vos côtés



PAD-MPME

Validation du bilan d'achèvement

Un important atelier présidé par le ministre de l'Industrie, Louis Watum, a eu lieu le 25 juin, avec la participation des parties prenantes et bénéficiaires du projet. Ces travaux ont abouti à la validation du rapport d'achèvement qui consacre des précieux enseignements sur la mise en œuvre des cinq activités de soutien à l'entrepreneuriat dans le cadre du Projet d'appui au développement des micros, petites et moyennes entreprises (PAD-MPME).

Lancé en 2018 (pour une durée de cinq ans), le PAD-MPME a été conclu dans le but d'accroître les possibilités d'entrepreneuriat et de création d'emplois pour les jeunes et les femmes dans quelques grandes villes, à savoir Kinshasa, Matabele (Kongo central), Goma (Nord-Kivu) et Lubumbashi (Katanga). Le bilan reste de loin supérieur aux attentes, a-t-on appris. En effet, le projet a conduit sans tarder à la conclusion du projet Transforme entre le gouvernement de la République et le Groupe de la Banque mondiale. Concrètement, le nouveau projet aura pour objectif d'étendre la couverture de ses appuis bien au-delà du périmètre couvert par le PAD-MPME.

Au cours de l'atelier de validation du rapport d'achève-



La photo de famille DR

ment, la coordination du projet PAD-MPME a présenté quelques chiffres aux participants. Au 28 décembre 2023, le projet a permis d'appuyer, à l'aide de subventions et d'un accompagnement technique, 430 PME établies, 960

jeunes entrepreneurs et plus de 7 000 femmes micro-entrepreneures. Par ailleurs, 1 600 jeunes ont bénéficié d'une formation d'initiation en entrepreneuriat. Sur le terrain, l'impact est également sans appel. « Ces ap-

puis ont généré la création d'entreprises de nouvelle génération et même des emplois bien au-delà des objectifs indiqués dans le cadre des résultats », a-t-on appris. En outre, il y a eu également un impact direct sur le cli-

mat des affaires et des investissements. « Le résultat a consisté à doter le secteur de l'entrepreneuriat d'un cadre légal et réglementaire moderne ».

Pour la tutelle, en l'occurrence le ministère de l'Industrie qui a présidé l'atelier de validation, il était important de faire ressortir les forces et les faiblesses, ainsi que les leçons apprises de la mise en œuvre du PAD-MPME. Il y va, selon l'autorité, de la réussite des futurs projets et programmes visant la promotion de l'entrepreneuriat en République démocratique du Congo. « Les étoiles sont alignées pour que nous réussissions à créer des richesses dans notre pays. Il n'y a pas de miracle. C'est à notre portée », a conclu le ministre Louis Watum.

Laurent Essolomwa

GRATUITÉ DE LA MATERNITÉ

Le Dr Samuel-Roger Kamba reçoit un trophée pour son engagement

Les efforts déployés par le ministre de la Santé publique, Hygiène et prévoyance sociale, Dr Samuel-Roger Kamba, en faveur de la couverture santé universelle, à travers la gratuité de la maternité lui ont valu un trophée, le 26 juin, lors d'une cérémonie organisée par les responsables administratifs de son ministère à Béatrice Hôtel, à Kinshasa.

«La cérémonie d'aujourd'hui est un symbole de reconnaissance, d'abord à Dieu tout-puissant, qui a voulu que son excellence Roger Kamba puisse être reconduit comme ministre de la Santé publique, Hygiène et prévoyance sociale, ensuite au chef de l'État Félix Tshisekedi qui lui a renouvelé sa confiance pour continuer à présider à ce ministère, mais aussi à madame la Première ministre Judith Suminwa pour son approbation», a indiqué Dr Yuma Ramazani, secrétaire général à la Santé publique.

Cette réception, a-t-il ren-

chéri, est donc notre manière d'exprimer la joie de voir l'excellence Roger Kamba reconduit pour continuer ce qu'il avait commencé, et lui témoigner notre disponibilité à mouiller les maillots pour opérationnaliser la vision du chef de l'État.

C'est très significatif du fait que le ministère de la Santé publique est dans un tournant historique, par la mise en place sur le terrain des dispositifs dans le cadre de la couverture santé universelle impulsée par son Excellence Roger Kamba, depuis qu'il était conseiller spécial du chef de l'État en matière de couverture maladie uni-



Le ministre de la Santé réceptionnant son trophée des mains du secrétaire général à la santé DR

verselle. Ces dispositifs, qui sont en train de s'opérationnaliser sur terrain, feront que dans les jours à venir la population congolaise et tous ceux qui vivent en RDC puissent avoir accès au service de soins de qualité sans que cela puisse l'exposer aux dépenses catastrophiques. Le ministre Roger Kamba a aussi exprimé sa gratitude au chef de l'État, à la Première ministre, mais aussi et

surtout à ses collaborateurs du ministère de la Santé, qui ont accepté de s'engager dans ce programme de couverture santé universelle, qui est en marche aujourd'hui de manière irréversible.

Élargi à la prévoyance sociale, le ministère de la Santé publique aura désormais deux secrétaires généraux, dont l'un à la santé publique et l'autre à la prévoyance sociale.

Blandine Lusimana

«La cérémonie d'aujourd'hui est un symbole de reconnaissance, d'abord à Dieu tout-puissant, qui a voulu que son excellence Roger Kamba puisse être reconduit comme ministre de la Santé publique, Hygiène et prévoyance sociale, ensuite au chef de l'État Félix Tshisekedi qui lui a renouvelé sa confiance pour continuer à présider à ce ministère, mais aussi à madame la Première ministre Judith Suminwa pour son approbation»

FOOTBALL - TRANSFERTS

Mbemba courtisé en Arabie saoudite, Essende à Augsburg, Inonga va au Maroc

La fin de la saison sportive rime avec les mouvements de transferts des joueurs dont certains prolongent dans leurs clubs respectifs et d'autres changent d'air. Et les joueurs congolais sont aussi concernés par ces mouvements de transferts.

Le défenseur international de l'Olympique de Marseille, Chancel Mbemba Mangulu (30 ans le 8 août 2024) pourrait ne pas poursuivre sa carrière sur la cannebière. L'ancien joueur de Porto au Portugal, Newcastle en Angleterre, Anderlecht en Belgique et FC MK de Kinshasa est courtisé par Al Ahli d'Arabie saoudite. Cette équipe aurait formulé une offre de 30 millions d'euros afin que Chancel Mbemba puisse évoluer aux côtés de l'Algérien Riad Mahrez (ancien de Manchester City) et de l'Ivoirien Franck Kessie (ancien de Milan AC et Barcelone).

Al Ahli proposerait un salaire annuel de 12 millions d'euros au capitaine des Léopards de la République démocratique du Congo qui a disputé 40 matches toutes compétitions confondues, dont six buts et deux passes décisives, avec Marseille tout au long de la saison 2023-2024. L'on attend la

réaction du club phocéen par rapport à l'alléchante proposition du club saoudien sur le Congolais qui avait obtenu le prix Marc-Vivien-Foé en 2023 récompensant le meilleur joueur africain de la Ligue 1 française.

Néo-international congolais et titulaire lors des troisième et quatrième journées des éliminatoires de la Coupe du monde de football contre le Sénégal, à Dakar, et le Togo, à Kinshasa, le colosse attaquant Samuel Essende (26 ans) quitte Vizela en D1 Portugal (relégué en D2) pour Augsburg, en Bundesliga (D1 Allemagne). Le transfert, apprend-on, est estimé à 5 millions d'euros. Malgré la mauvaise position de Vizela au classement (avant-dernier), Essende a su tirer son épingle du jeu. L'ancien buteur de Caen (L2 France) a inscrit 15 buts, réalisant une saison pleine.

Un autre départ, c'est celui du défenseur congolais He-



Mbemba intéresse Al Ahli d'Arabie saoudite/DR

noc Inonga Baka (30 ans). L'ancien joueur du Daring Club Motema Pembe et Renaissance du Congo de Kinshasa quitte Simba SC de Tanzanie pour l'AS Far

de Rabat au Maroc où il a signé pour deux saisons, et il disputera la prochaine Ligue des champions de la Confédération africaine de football. Inonga Baka avait

été annoncé au FC Metz en Ligue 2 française, mais les négociations n'ont visiblement pas abouti à un transfert.

Le Standard de Liège (D1 belge) ne va peut-être par garder le milieu offensif international congolais, William Balukwisha (25 ans). En effet, deux clubs allemands ont soumis des offres pour le frère de Michel-Ange Balikwisha, notamment Düsseldorf et Schalke 04. Ce dernier serait en pôle pour attirer le joueur offensif de 25 ans. Le Standard espère récupérer 2 millions d'euros en cas de départ de William.

On parle aussi d'un probable départ du milieu relayeur belgo-congolais Albert Sambi Lokonga d'Arsenal de Londres. Le FC Séville en Espagne aurait fait du jeune frère de Paul-José Mpoku l'une de ses priorités du mercato, pour un prêt avec option d'achat.

Martin Engimo

Les résultats des Diabes rouges et des Congolais de la diaspora



Jason Bahamboula buteur à Rigas/DR

Lettonie, 20^e journée, 1^{re} division

Troisième but de la saison pour Jason Bahamboula, qui réduit l'écart pour Valmiera à Rigas (1-4). Valmiera est 3^e avec 11 points de retard sur son bourreau du jour.

Vietnam, 25^e journée, 1^{re} division

En ouvrant le score à la 6^e minute, Prince

Ibara permet à Hong Linh Ha Tinh de prendre le point du nul sur le terrain de Song Lam (1-1). Remplacé à la 55^e minute, l'avant-centre congolais inscrit son 5^e but de la saison. Son club est 11^e avec deux points d'avance sur son adversaire, premier reléguable.

Camille Delourme

CAMEROUN/CAF

Le sort de Samuel Eto'o en suspens

Le président de la Fécafoot, Fédération camerounaise de football et légende du football africain, Samuel Eto'o Fils, a été auditionné le 25 juin au Caire en Égypte par le jury disciplinaire de la Confédération africaine de football (CAF).

L'ancien joueur du FC Barcelone a été entendu sur de graves accusations de trucages de matchs du championnat du Cameroun portées à son encontre par des acteurs du football camerounais. La décision interviendra après les délibérations du jury.

Eto'o Fils risque gros

Samuel Eto'o risque la suspension à vie de toute activité liée au football, si sa culpabilité venait à être établie, selon les règlements de la CAF. Mais avant sa condamnation la CAF devra prouver sans équivoque que Samuel Eto'o a réellement et personnellement été impliqué dans des opérations de manipulations des matchs. Par exemple : avoir favorisé la montée en première division du club Victoria United, il y a deux ans.

Lors de l'audition à huis clos, malgré la demande expresse de Samuel Eto'o qui souhaitait une retransmission en direct, il a pu apporter ses éléments de réponse au dossier d'accusation.

Noël Ndong



CAISSE D'ASSURANCE MALADIE UNIVERSELLE

APPEL À CANDIDATURES

Poste : **Directeur général de la Caisse d'assurance maladie universelle**

Mandat : cinq ans, renouvelable une fois

Lieu : Brazzaville – République du Congo

Date de clôture des candidatures : 19 juillet 2024

Créée par la loi n°19-2023 du 27 mai 2023, la Caisse d'assurance maladie universelle (CAMU), placée sous la tutelle du ministre chargé de la sécurité sociale, est l'organe de gestion du régime d'assurance maladie universelle. Elle a principalement pour mission d'assurer aux affiliés une prise en charge des soins de santé.

Le présent appel à candidatures est émis, conformément aux dispositions réglementaires, pour procéder sur la base des critères de compétences et d'intégrité, au recrutement du directeur général.

Le directeur général de la Caisse d'assurance maladie universelle est de nationalité congolaise. Il occupe un poste stratégique au sein de cette institution. Il doit avoir une bonne connaissance des objectifs et missions de la Caisse d'assurance maladie universelle.

Recruté sur appel à candidatures, le directeur général exerce sous le contrôle du Conseil d'administration, auquel il est lié par un contrat de performance pour chaque année de son mandat.

Pour assurer les attributions définies dans les Statuts, le directeur général a la responsabilité de :

1. Développer et mettre en œuvre des stratégies pour répondre aux objectifs et missions de la caisse d'assurance maladie universelle ;
2. Superviser et coordonner les différentes équipes de la Caisse pour garantir une prestation de services de qualité ;
3. Assurer la conformité des opérations de la Caisse avec les lois et règlements en vigueur ainsi que les normes éthiques les plus élevées ;
4. Représenter la Caisse d'assurance maladie universelle auprès des différentes parties prenantes ;
5. Gérer efficacement les ressources humaines et financières de la Caisse pour atteindre les objectifs fixés.

À ce titre, les qualifications et compétences requises pour ce poste comprennent, entre autres :

1. Un haut niveau d'études supérieures (minimum Bac+5) en administration des affaires, en santé publique, en économie, en droit ou dans un domaine connexe ;

CAMU - Centre-ville - 32, avenue William Guynet - B.P. 255 - contact@camu.cg
Tél. +242 05 368 90 36 / +242 06 488 23 42
Brazzaville - République du Congo

2. Une expérience professionnelle significative (au moins 7 ans) dans le domaine de l'assurance maladie, de la gestion des soins de santé, de l'administration publique ou organisations similaires, idéalement à des postes de direction ;
3. Une solide expertise en gestion stratégique, financière et opérationnelle orientée résultats ;
4. Des compétences avérées en leadership, en communication et en gestion d'équipes avec intégrité, éthique et transparence ;
5. Une compréhension approfondie des enjeux et des tendances actuelles dans le domaine de la santé publique et de l'assurance maladie ;
6. Un engagement envers l'équité, l'accessibilité et la qualité des soins de santé pour tous.

Le dossier de candidature doit comprendre :

- un curriculum vitae détaillé ;
- trois lettres de recommandation ;
- une lettre de motivation ;
- les copies légalisées des diplômes ;
- les attestations de service ;
- une copie d'acte de naissance ;
- un certificat de nationalité ;
- un casier judiciaire ;
- un certificat médical.

Le dossier sous pli fermé, portant la mention « CANDIDATURE AU POSTE DE DIRECTEUR GENERAL DE LA CAISSE D'ASSURANCE MALADIE UNIVERSELLE » est déposé au siège de la CAMU, à l'adresse suivante : 32 avenue William Guynet, Brazzaville – République du Congo, au plus tard le 19 juillet 2024, heure limite 17h00.

Après analyses des candidatures, seules les personnes présélectionnées seront contactées pour un entretien.

Pour toute question relative à cet appel à candidature, veuillez contacter le secrétariat aux numéros +242 05 368 90 36 / +242 06 488 23 42.

Brazzaville, le 25 juin 2024

La Présidente du Conseil d'administration

Madame VOUMBO MATOUMONA Y.



CAMU - Centre-ville - 32, avenue William Guynet - B.P. 255 - contact@camu.cg
Tél. +242 05 368 90 36 / +242 06 488 23 42
Brazzaville - République du Congo



CAISSE D'ASSURANCE MALADIE UNIVERSELLE

APPEL À CANDIDATURES

Poste : **Directeur général adjoint de la Caisse d'assurance maladie universelle**

Mandat : cinq ans, renouvelable une fois

Lieu : Brazzaville – République du Congo

Date de clôture des candidatures : 19 juillet 2024

Le directeur général adjoint de la Caisse d'assurance maladie universelle est de nationalité congolaise. Il est nommé selon les mêmes procédures que le directeur général qu'il supplée en cas d'empêchement ou absence.

C'est un poste tout autant stratégique avec des responsabilités précises. Outre la suppléance, il a pour mission d'assurer la coordination des services du contrôle interne, des affaires juridiques et du contentieux, ainsi que des moyens généraux.

Il n'est pas lié directement à un contrat de performance avec le Conseil d'administration, mais sous la tutelle du directeur général, il doit :

1. Veiller à la qualité des prestations assurées par la Caisse d'assurance maladie universelle ainsi qu'à la bonne application des procédures financières et comptables ;
2. Identifier les dysfonctionnements dans la mise en œuvre des politiques, processus et procédures de la CAMU ;
3. Contrôler l'exécution de la démarche qualité ;
4. Mettre en place une politique de prévention et de gestion des risques juridiques inhérents à l'objet de la CAMU ;
5. Veiller à promouvoir à la CAMU des équipements de qualité ;
6. Assurer les services généraux.

À ce titre, les qualifications et compétences requises pour ce poste comprennent, entre autres :

1. Un haut niveau d'études supérieures (au minimum Bac+5) en gestion, économie, droit ou dans un domaine connexe ;
2. Une expérience professionnelle significative (au moins 5 ans) dans le domaine de la gestion d'entreprise, administration publique ou organisations similaires, idéalement à des postes de direction ;
3. Une solide expertise en gestion stratégique, management juridique et contrôle interne ;
4. Des aptitudes avérées en traitement des dossiers, négociation avec intégrité, éthique et transparence.

Le dossier de candidature doit comprendre :

- un curriculum vitae détaillé ;
- trois lettres de recommandation ;
- une lettre de motivation ;
- les copies légalisées des diplômes ;
- les attestations de service ;
- une copie d'acte de naissance ;
- un certificat de nationalité ;
- un casier judiciaire ;
- un certificat médical.

Le dossier sous pli fermé, portant la mention « CANDIDATURE AU POSTE DE DIRECTEUR GENERAL ADJOINT DE LA CAISSE D'ASSURANCE MALADIE UNIVERSELLE » est déposé au siège de la CAMU, à l'adresse suivante : 32 avenue William Guynet, Brazzaville – République du Congo, au plus tard le 19 juillet 2024, heure limite 17h00.

Après analyses des candidatures, seules les personnes présélectionnées seront contactées pour un entretien.

Pour toute question relative à cet appel à candidature, veuillez contacter le secrétariat aux numéros +242 05 368 90 36 / +242 06 488 23 42.

Brazzaville, le 25 juin 2024

La Présidente du Conseil d'administration

Madame VOUMBO MATOUMONA Y.



CAMU - Centre-ville - 32, avenue William Guynet - B.P. 255 - contact@camu.cg
Tél. +242 05 368 90 36 / +242 06 488 23 42
Brazzaville - République du Congo

CAMU - Centre-ville - 32, avenue William Guynet - B.P. 255 - contact@camu.cg
Tél. +242 05 368 90 36 / +242 06 488 23 42
Brazzaville - République du Congo

FOOTBALL ET FORMATION

Paul-José Mpoku obtient son diplôme d'entraîneur Uefa B

Paul-José Mpoku a réussi sa formation pour obtenir son diplôme d'entraîneur Uefa B en Belgique, alors qu'il continue sa carrière de footballeur actif en Corée du Sud.

Le footballeur international congolais, Paul-José Mpoku, (32 ans), vient d'obtenir son diplôme d'entraîneur Uefa B (Union européenne des associations de football), alors qu'il n'a pas encore raccroché, car sociétaire de Incheon Utd en Corée du Sud. Il a annoncé la nouvelle le 25 juin 2024 sur sa page Facebook. « *Formons-nous. Eduquons-nous. Équipons-nous. Hier, j'ai reçu mon diplôme d'Uefa B. Personnellement je ne sais pas si je veux être coach plus tard mais je me suis toujours dit que je veux essayer de faire toutes les formations possibles afin d'être prêt pour ce qui viendra après* », a-t-il écrit. Et il a un peu relaté comment il en est arrivé à obtenir son diplôme : « Quand j'ai rompu mon contrat à Konyaspor, en attendant de rejoindre mon club en Corée, j'avais six mois devant moi, et à ce moment il y avait une formation pour obtenir le diplôme Uefa B (via l'Union belge

pour ceux qui veulent). J'en ai profité pour faire cette formation et l'année passée, pendant mes vacances, je suis rentré pour faire mon examen et me voici aujourd'hui avec ce diplôme dans la poche ». Il a terminé son mot par un remerciement et un conseil : « *Merci à toutes les personnes qui mettent ce genre de formation en place pour nous aider. N'oubliez pas les gars que les directeurs, coaches, chroniqueurs de maintenant étaient des joueurs hier. Soyons donc nous aussi les artisans de demain. La patience, ce n'est pas juste attendre. C'est ce que tu fais en attendant* ». Formé au Standard de Liège en Belgique et à Arsenal à Londres, Paul-José Mpoku a joué à Leyton Orient (division inférieure anglaise), avant de revenir à son premier club formateur le Standard de Liège et poursuivre



Paul-José Mpoku, détenteur d'un diplôme d'entraîneur Uefa ADR

sa carrière en Italie, notamment à Cagliari et Chievo Vérone. Ensuite, il a pris la direction de la Grèce, au Panathinaïkos, et est revenu au Standard de Liège. « Polo » s'est retrouvé aussi à Al Wahda FC aux Emirats arabes unis, ensuite à Konyaspor en Turquie, pour enfin se diriger vers Incheon United en Corée du Sud en 2023 où il a déjà disputé 52 matchs et inscrit 6 buts. International belge chez les jeunes (de U15 aux Espoirs), Paul-José Mpoku a choisi de représenter en 2015 la République démocratique du Congo, pays d'origine de ses parents, et Kinshasa étant sa ville natale. Avec les Léopards, il compte 22 sélections et 6 buts marqués. Il a pris part à la Coupe d'Afrique des nations (Can) 2017 où il a inscrit deux buts contre le Togo et le Ghana.

Martin Engimo

EN VENTE

ÉMILE GANKAMA

À la vie bel hommage

Annyck IBATA-OKOKO

Ombres et lumières

Poésie

Préface de Ulrich BAKOUMISSA NGOUANI

Émile Gankama

La Cité d'attache du vieux port

Roman

Jean Bernard Nkoua-Mbon

Le Covid-19 et moi

Le combat d'un médecin contre le coronavirus à Brazzaville

Préface du Professeur Djanga LEFOUOBA

Yvon-Pierre NDONGO-IBARA

L'art oratoire chez les Ambosí

Préface de Py Théophile OÏENGA

Hérisonne Payima Lombobo

Les organisations internationales de l'Afrique centrale

Recueil de textes

Préface du Professeur Aïteune SALL

LE CADAVRE DU FLEUVE

Marie-Françoise Ibovi

L'improbable destin de Lundala

Esclavage et héroïsme sous la protection de Kimpa Vi

LEANDRE MODILO

Raoul Maixent OMINGA

La transition énergétique en République du Congo : Problèmes et perspectives

Abraham Constant NDINGA-MBO

Pour une histoire du monde teke

Méthodologie et réflexions

PRIX SOLUTIONS GENRE ET CLIMAT 2024

Les candidatures ouvertes

Les organisations locales, communautaires et non gouvernementales dirigées par des femmes œuvrant dans la question du changement climatique et de l'égalité des sexes sont vivement encouragées à soumettre leurs projets au concours Prix solutions genre et climat 2024. La clôture est fixée au 21 juillet prochain.

Les projets soumis doivent être en cours de mise en œuvre depuis au moins un an ou déjà achevés ; ils doivent, par ailleurs, avoir un impact positif mesurable sur les communautés locales. Ces derniers doivent être menés par les organisations locales, communautaires et non gouvernementales et s'attaquent à la fois au changement climatique et à l'égalité des sexes.

Ces initiatives présentées doivent s'inscrire dans l'une des trois catégories suivantes : solutions techniques (des solutions climatiques intégrant le genre et axées sur les technologies, à savoir l'eau, les énergies renouvelables, la production ou la transformation alimentaire, la digitalisation, la réduction des déchets).

Solutions non-techniques : il s'agit des solutions climatiques appuyant le genre et axées sur les changements de comportements, l'apprentissage mutuel, le partage des compétences, le renforcement des capacités, etc. Solutions transformationnelles : solutions climatiques auxquelles le genre axé sur la gouvernance, le changement institutionnel/



sociétal ... Celles-ci conduisent à de multiples améliorations sociales et environnementales qui

contribuent à accroître l'ambition pour atteindre l'objectif de limiter le réchauffement à 1,5°C

d'ici à 2030. Les projets sélectionnés seront dévoilés lors de la conférence

des Nations unies sur le changement climatique (COP) qui se tiendra en novembre prochain. Chaque lauréate recevra une dotation de 5000 euros, les frais de voyage pour participer à la COP29 à Bakou en Azerbaïdjan, et bénéficiera du programme de mentorat de la part du WECF pour les aider à renforcer et à développer leur solution.

Le Prix solutions genre et climat est décerné chaque année à des associations locales, communautaires et aux organisations non gouvernementales agissant dans la lutte contre la crise climatique tout en faisant progresser l'égalité entre les femmes et les hommes. Le concours est organisé en partenariat avec le CTCN (Climate Technology Centre and Network) et avec le soutien de l'Agence française de développement (AFD), WEDO... Ce prix vise à présenter des solutions réelles pour une planète plus juste, plus équitable et plus saine. Les candidates peuvent postuler en français, anglais, espagnol ou arabe. Si vous avez des questions sur le Prix ou le formulaire, veuillez contacter valeria.pelaez@wecf.org

Rosalie Tsiankolela Bindika



LIBRAIRIE LES MANGUIERS

Un Espace de Vente: Une sélection unique de la LITTÉRATURE CLASSIQUE (africaine, française et italienne)

Des : Essais, Bandes dessinées, Philosophie, etc.








Un Espace culturel Pour vos Manifestations :
Présentation d'ouvrages, Conférence-débat, Dédicace
Emission Télévisée, Ateliers de lecture et d'écriture.



Les Dépêches de Brazzaville 84 Boulevard Denis Sassous N'Gusso
immeuble les manguiers (Mpila) Brazzaville République du Congo

Ouvert

DU LUNDI AU VENDREDI 9 h - 17 h
SAMEDI 9 h - 13 h



DIPLOMATIE

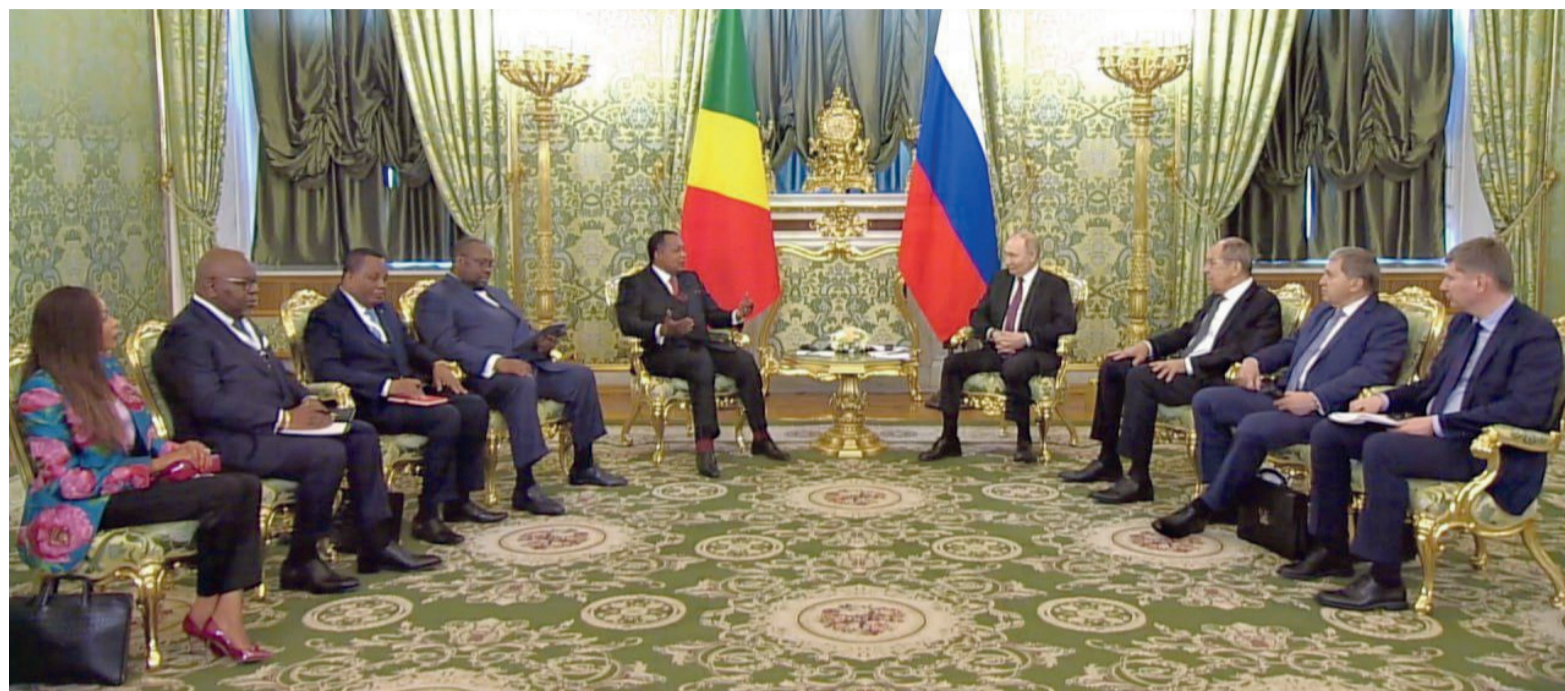
La Russie et le Congo consolident leur coopération

Le président de la République, Denis Sassou N'Gusso, qui effectue une visite d'Etat en Russie, a été reçu le 27 juin au Palais du Kremlin à Moscou par son homologue de la Fédération de Russie, Vladimir Poutine. Les deux dirigeants ont affiché leur volonté de consolider les relations entre les deux pays.

La visite du chef de l'Etat congolais intervient au moment où son pays et la Russie célèbrent le soixantième anniversaire de l'établissement de leurs relations diplomatiques.

« Monsieur le président, nous sommes venus pour commémorer ces 60 ans des relations, étudier avec vous la possibilité de prendre un autre départ pour les 60 prochaines années, un départ solide dans la coopération qui existe entre nos deux pays. Nous souhaitons discuter avec vous et les autres dirigeants de la meilleure manière de faire avancer la coopération entre nos deux pays dans tous les domaines », a déclaré le président Denis Sassou N'Gusso.

« Cette visite se déroule dans un contexte international complexe, un moment où votre pays, votre peuple, fait preuve de courage, de résilience face aux sanctions très difficiles qui sont imposées à votre pays à la suite du conflit qui l'oppose à



l'Ukraine et peut-être à d'autres. Nous voulons vous féliciter, féliciter le peuple russe pour ce courage et cette résilience », a-t-il ajouté.

Le chef de l'Etat congolais a salué l'accueil qui lui a été réservé

avec sa délégation. Pour lui, la Russie et le Congo entretiennent « d'excellentes relations amicales et sincères depuis 60 ans ». De son côté, le président Vladimir Poutine a salué son homologue congolais qui visite son

pays après ses participations aux deux sommets Russie-Afrique de Sotchi et de Saint-Petersbourg. Il a salué l'excellence de la coopération entre les deux pays avant de s'engager à la raffermir à travers le développement des

relations économiques et commerciales.

Par ailleurs, le président russe a décoré son homologue congolais de la médaille de l'Ordre d'honneur de la Fédération de Russie.

La Rédaction

VESTIGES

Le casque colonial de Savorgnan de Brazza retourne à son donateur plus de 144 ans après

Le casque que l'explorateur franco-italien, Pierre Savorgnan de Brazza, avait offert à son guide de navigation, le piroguier Atipo Ntsoulango, à Ngabé, en 1879, lors de ses voyages d'exploration à l'époque coloniale, est revenu chez son donateur, le 26 juin 2024, soit plus de 144 ans après.

Le casque colonial de Pierre Savorgnan de Brazza a été remis à la directrice générale du mémorial éponyme, Belinda Ayessa, conservatrice de ce haut lieu d'histoire du Congo, par Atipo Itoua Ndouniama, fils du guide piroguier Atipo Ntsoulango, en présence du porte-parole de la Cour royale, le prince Louis Nsalou. En posant ce précieux acte historique, Atipo Itoua Ndouniama a indiqué qu'à chaque chose son temps et son propriétaire. « A César ce qui est à César, à Dieu ce qui est à Dieu, au mémorial ce qui est au mémorial. Je viens d'apporter à la directrice générale du mémorial un objet précieux que nous avons négligé dans le temps. Il s'agit du casque colonial que l'explorateur Pierre Savorgnan de Brazza avait laissé à mon père, qui fut l'un de ses guides. J'ai découvert ce lieu, parce qu'au cours des causeries, les gens m'ont conseillé de remettre ça à qui de droit. Pour moi, qui de droit c'est le mémorial Pierre-Savorgnan-de-Brazza où repose le donateur de ce casque », a-t-il expliqué.

Pour Atipo Itoua Ndouniama, au lieu que ses enfants s'amusaient avec ce casque, il a trouvé mieux de l'amener au mémorial Pierre-Savorgnan-de-Brazza. « Je trouve que le mémorial est l'endroit auquel je dois dépo-



ser ce casque, parce qu'il sera conservé dans l'histoire. De même que l'histoire de notre papa ne va pas se perdre. C'est pourquoi je tiens à remercier la directrice générale qui a accepté de me recevoir et d'abriter notre patrimoine laissé par Pierre Savorgnan de Brazza et je m'en réjouis énormément », s'est-il exprimé.

Enfin, l'héritier de droit du guide Atipo Ntsoulango s'est dit prêt à apporter au mémorial Pierre-Savorgnan-de-Brazza une marmite ancienne (canari) dans laquelle on préparait la nourriture de l'explorateur franco-italien. « Je reviendrai

remettre cette marmite au mémorial Pierre-Savorgnan-de-Brazza, afin qu'elle serve comme d'autres objets de témoignage du passage de Pierre Savorgnan de Brazza ici », a conclu Atipo Itoua Ndouniama.

La réception du casque colonial, un moment inédit

Réceptionnant le casque colonial, la directrice générale du mémorial Pierre-Savorgnan-de-Brazza a dit que c'est un moment inédit pour elle. « J'étais loin d'imaginer un jour pouvoir tenir entre mes mains un objet aussi précieux. On parle là quand même du casque colo-

Le casque colonial de Savorgnan de Brazza/Adiac nial qui a appartenu à Pierre Savorgnan de Brazza qui repose ici, le fondateur de notre ville capitale. Donc c'est un moment extrêmement important. Je vais vous rassurer qu'en tant que première responsable de ce lieu de mémoire, nous allons en faire bon usage. De la même manière que vous avez pu et su conserver ce vestige qui est passé en lien étroit avec Savorgnan de Brazza, c'est de la même manière que nous allons aussi le préserver », a-t-elle garanti.

La conservatrice du mémorial s'est réjouie aussi du fait que l'institution culturelle et his-

torique dont elle a la charge de diriger commence à réceptionner de plus en plus de vestiges en lien direct avec Pierre Savorgnan de Brazza, qui lui-même repose en ces lieux. « Vous m'avez dit que ce n'est pas terminé et que vous allez ramener la marmite dans laquelle étaient préparés les mets qui servaient à la nutrition de Savorgnan de Brazza et de toute l'équipe qui l'accompagnait. La marmite a été de votre papa qui vous a légué cet héritage, lui qui a eu la grâce d'être guide et d'accompagner l'explorateur Savorgnan de Brazza. Je voudrais saisir cette opportunité pour rendre hommage à votre papa. Je m'incline respectueusement devant sa mémoire. Ce que vous nous avez dit de lui, prouve à suffisance que c'était un homme qui était attaché à certaines valeurs, attaché aux choses de l'esprit, à l'histoire, aux vestiges », a-t-elle reconnu la valeur de l'homme.

Enfin pour la directrice générale du mémorial Pierre-Savorgnan-de-Brazza, un pays qui n'a pas de mémoire est un pays qui est voué à rien. « Et notre mémoire c'est aussi notre identité, notre authenticité, notre culture, nos us et traditions », a-t-elle conclu.

Bruno Zéphirin Okokana